

Changer le travail

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **77 (1989)**

Heft 1

PDF erstellt am: **18.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278937>

Nutzungsbedingungen

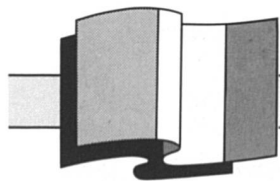
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Nous avons des idées, mais pas de pouvoir

En Italie non plus, la politique n'aime pas les femmes

« Un malheur ne vient jamais seul ! » se serait exclamé le dirigeant communiste Pajetta en apprenant, à l'issue des dernières élections législatives de 1987, que le Parti communiste avait perdu des sièges mais que le nombre d'élues parmi ses rangs avait augmenté.

Vraie ou fausse, l'anecdote exprime bien la méfiance foncière des partis politiques, de quelque bord qu'ils soient, envers la revendication féminine du partage du pouvoir. Le Parti communiste, deuxième parti du pays après la Démocratie chrétienne, fait figure de parti féministe parce qu'il compte désormais 30 % de femmes parmi ses élues. Mais, insinuant en chœur les socialistes et les démochrétiennes, il est plus facile de se faire élire dans un parti discipliné comme le PC, et les femmes communistes sont plus utilisées que vraiment écoutées...

Les socialistes ont instauré un quota de 20 % de femmes dans les instances diri-

geantes, qui a permis une meilleure visibilité des femmes dans le parti et une petite augmentation de la représentation féminine au Parlement. « Mais, tempête Elena Marinucci, secrétaire d'Etat à la Santé et présidente de la commission pour l'égalité (cf. interview p. 14), ni chez nous ni ailleurs les hommes ne sont de loin pas prêts à partager le gâteau. Quand on a commencé à parler de quotas, il y en a même un qui a dit sarcastiquement qu'il ne lui restait plus qu'à se faire opérer ! »

Pas de quotas à la démocratie chrétienne, ni tacites comme au PC, ni officiels comme au PS. Résultat : la représentation féminine au Parlement du premier parti d'Italie est en baisse. En revanche, sur les six femmes que compte actuellement le Gouvernement italien, trois sont démochrétiennes. Les trois autres sont respectivement une républicaine, une socialiste et une social-démocrate.

Dans un débat organisé en 1975 par la revue *Panorama* sur le machisme des par-

tis de gauche, sous le titre éloquent « Le sultan rouge », une politicienne d'un parti d'extrême gauche racontait qu'ayant prononcé un discours enflammé lors d'une réunion elle s'était entendu dire pour tout commentaire : « Comme tu es jolie quand tu te fâches ! » Une journaliste résumait ainsi l'attitude des hommes de gauche envers les femmes : « Allez camarades, nettoyez les WC, la politique est notre affaire. »

C'était alors l'époque où les féministes politiques cherchaient une issue au difficile problème de la « doppia militanza » (double militantisme), l'époque où elles avaient décidé une fois pour toutes de ne plus se confiner au rôle d'« ange du stencyl » et de « forçate du tract » qui leur avait été assigné. A la fin des années huitante, les rapports hommes-femmes ne se posent plus de la même manière dans les partis, ni à gauche ni à droite. Mais le pouvoir politique n'a pas vraiment changé de mains.

10 % de femmes au Parlement (un des meilleurs taux européens du reste !), 6,5 % de femmes parmi les élues dans les pouvoirs locaux (régions, provinces et communes), 2 % de femmes parmi les syndics : ces chiffres prouvent qu'en politique les femmes restent malgré tout, comme dit une communiste, « locataires en des lieux étrangers ». La seule issue, c'est de revendiquer en politique aussi, en politique surtout, une spécificité féminine forte, l'abandon du mythe de la neutralité de la délégation parlementaire, la mise en œuvre d'une représentation sexuée. Le recours à une solidarité « transversale » des élues, telle qu'elle s'est ébauchée avec la loi sur la violence sexuelle, pourrait être un premier pas dans ce sens.

Changer le travail

Entre produire et reproduire, leur temps balance... Au fait, si on réinventait le temps ?

L'une des mutations les plus saisissantes de la condition féminine en Italie au cours des quinze dernières années concerne l'accès à la formation. En 1972, 39 % des filles entre 14 ans (âge où se termine la scolarité obligatoire) et 19 ans étaient scolarisées. En 1986, elles étaient 61 %. Pendant l'année académique 1983-84, 45 % des étudiants inscrits à l'Université étaient des étudiantes.

Les femmes plus âgées, nées trop tôt pour pouvoir profiter de cette évolution, ont néanmoins pu bénéficier d'un accroissement spectaculaire de l'offre en matière de formation continue. Par exemple les

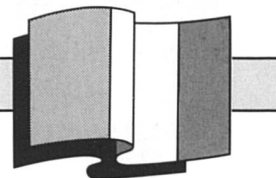


La scolarisation des filles fait des progrès foudroyants.

« cours de 150 heures » (soit des congés payés de formation), mis sur pied par les syndicats italiens à partir de 1973, ont permis à d'innombrables ouvrières et employées d'accéder à un savoir plus ou moins spécifique et d'entreprendre une démarche de requalification (cf. à ce sujet la contribution de Marina Piazza dans l'ou-

vrage *La Formation des Femmes : Perspectives actuelles*, que nous présentons en p. 8 de ce même numéro).

Parallèlement à l'explosion foudroyante de la scolarisation féminine, on a assisté à une modification profonde des choix de formation. Aujourd'hui, 65 % des écolières du secondaire supérieur fréquentent des



Taux d'activité : tendance à la hausse

(Photo BIT)

lycées scientifiques ou des instituts techniques, et au niveau universitaire 52 % des effectifs des facultés scientifiques (mathématiques, sciences naturelles, biologie et pharmacie) sont constitués par des filles. Le seul bastion masculin qui résiste à ce raz-de-marée est celui de la formation d'ingénieur, où le contingent féminin se monte seulement à 17 %.

L'accès massif des femmes à la formation et la chute du taux de natalité, qui est aujourd'hui en Italie un des plus bas d'Europe (1,5), ont favorisé une participation accrue des Italiennes au marché du travail. L'évaluation de cette participation n'est pas facile, parce que les statistiques sont moins fiables en Italie qu'ailleurs, à cause de l'importance du phénomène du travail clandestin.

A l'assaut du marché du travail

D'autre part, il faut distinguer le taux de participation au marché du travail, évalué officiellement à 33 % des femmes de plus de 14 ans, et le taux effectif d'occupation, évalué à 28 %. La différence, ce sont bien sûr les chômeuses qui la font : car presque 60 % des chômeurs italiens sont des chômeuses. Ce phénomène est particulièrement visible dans le Sud (Mezzogiorno), dont la faiblesse économique et les problèmes sociaux endémiques constituent un défi permanent pour les gouvernements italiens ; là-bas, 60 % des filles qui terminent leurs études ne trouvent pas d'emploi, et le chômage féminin atteint le triste record de 32,2 %.

Même si le taux d'occupation des femmes en Italie reste parmi les plus bas des pays de la CEE, il ne fait que croître depuis

quinze ans, et il a dépassé 50 % chez les femmes entre 20 et 39 ans. Le modèle de la ménagère à plein temps est devenu un modèle minoritaire pour les nouvelles générations, et chez les mères de famille de moins de 40 ans on constate une tendance très nette à ne plus interrompre l'activité professionnelle lors de la naissance des enfants.

Bien parties, donc, les Italiennes, pour un avenir professionnel radieux ? L'importance du phénomène du chômage féminin, et les difficultés particulières que rencontrent les femmes du Mezzogiorno suffiraient à tempérer l'optimisme. Il faut y ajouter d'autres problèmes spécifiquement italiens, comme le grand nombre de femmes travaillant au noir, à domicile ou dans des emplois précaires et saisonniers, et d'autres problèmes dont l'Italie n'a pas l'apanage : ségrégation des femmes dans certaines branches d'activités, et handicaps à la carrière découlant de ce qu'on appelle en Italie la « double présence » (handicaps accrus, en Italie, par l'inefficacité des services publics, dont il incombe aux femmes de pallier les manques).

Pour modifier en profondeur la relation des femmes au travail, c'est encore au paradigme de la différence que recourent les féministes. Par exemple, les femmes du Parti communiste proposent, dans une remarquable brochure intitulée *Il tempo delle donne* (Le temps des femmes), d'instaurer une « politique des cycles de vie » qui permettrait aux deux sexes de participer à la fois au monde de la production et au monde de la reproduction, selon un modèle qui incorporerait les exigences du féminin et le vécu des femmes.

Comme l'écrit Livia Turco, la jeune et brillante tête de file des femmes du PC, il s'agit « d'inscrire les « qualités » que nous

avons héritées de notre histoire dans les lieux sociaux où nous travaillons et vivons, de les faire sortir du cercle du privé et de la gratuité, de les affirmer comme modalités et comme rapports sociaux, à partir de la reconnaissance et de la valorisation de toutes les activités des femmes ».

Comment devenir entrepreneuse

Pour qu'un programme de promotion professionnelle des femmes soit efficace, il faut qu'il tienne compte de la conjoncture économique. En Suisse, où le chômage est faible, le mouvement « Des paroles aux actes » met l'accent sur l'utilisation optimale, par les entreprises déjà existantes, du potentiel féminin. En Italie, où le problème du chômage se pose de façon dramatique, c'est la création d'entreprises qui peut fournir une solution pour les femmes qualifiées en quête d'emploi.

L'association « Progetto Donna » (Projet Femme), créée en 1982 et financée par le Fonds social européen et la région du Latium, a pour objectif primordial le développement professionnel des femmes. Elle organise des cours, des séminaires et des séances d'information en vue d'aider les femmes à acquérir les connaissances et le savoir-faire qui leur permettront de se faire une place au soleil dans le monde de l'économie. Mais son cheval de bataille, c'est la formation des futures entrepreneuses. Un premier cours destiné à cette catégorie particulière de professionnelles a remporté un immense succès, et les services d'assistance expressément conçus à leur intention (conseils de marketing, analyse des options de financement, mise en contact avec d'autres entreprises) forment un volet privilégié des activités de l'association.

La présidente, Luisa La Malfa, qui ne cache pas son intérêt pour les modèles américains, définit volontiers « Progetto Donna » comme une organisation « post-féministe ». Lorsque je lui demande si elle croit à l'idée d'un « management au féminin » différent du management classique, elle me répond que ce sujet n'est pas au centre des préoccupations de l'association. Quoi qu'il en soit, les services offerts par « Progetto Donna » peuvent apporter des solutions individuelles concrètes dont les Italiennes ont grand besoin, en attendant de refaire le monde.